

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS



## La version électronique du Journal Officiel Lois et Décrets fait foi



Jeudi 16 juin 2005 - 15h-16h  
par Alain Lemainais [alain.lemainais@journal-officiel.gouv.fr](mailto:alain.lemainais@journal-officiel.gouv.fr)



# Agenda

- Introduction
- Même valeur légale pour la version papier et la version électronique authentifiée
- Réorganisation des processus & sécurisation accrue du système d'information des Journaux Officiels
- Retours d'expérience et impacts liés à la dématérialisation du Journal Officiel Lois et Décrets

# Ordonnance N°2004-164 du 20 février 2004

- Cette ordonnance est relative aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs
- Elle prévoit que la publication des lois, ordonnances, décrets et des autres actes administratifs, soit assurée le même jour par le Journal officiel de la République française sur papier et sous forme électronique
- La version électronique doit présenter des conditions de nature à garantir l'authenticité et la facilité d'accès
- Depuis le 2 juin 2004, la DJO publie son édition « Lois et Décrets » en deux versions, papier et électronique authentifiée

# Mise en place de la version électronique authentifiée du JO

- Chaîne de production :
  - Gestion parallèle de deux circuits de publication
  - Garantir la cohérence des contenus
  - Création de deux nouvelles publications avec un sommaire commun et une typographie adaptée
  - 1 fichier PDF par texte, 1 sommaire en formats PDF et XML, et 1 PDF avec l'ensemble des textes et le sommaire
  - 2 logiques d'unité de fabrication
  
- Signature et diffusion :
  - Mise en place d'un outil logiciel de signature électronique, AnySign de Dictao
  - Mise en place de la structure et de l'application nécessaire pour la diffusion
    - Adaptation de l'outil de photocomposition
    - Système de production interfacé avec une nouvelle plate-forme qui permet de signer l'édition internet
  - Mise à niveau des accès internet

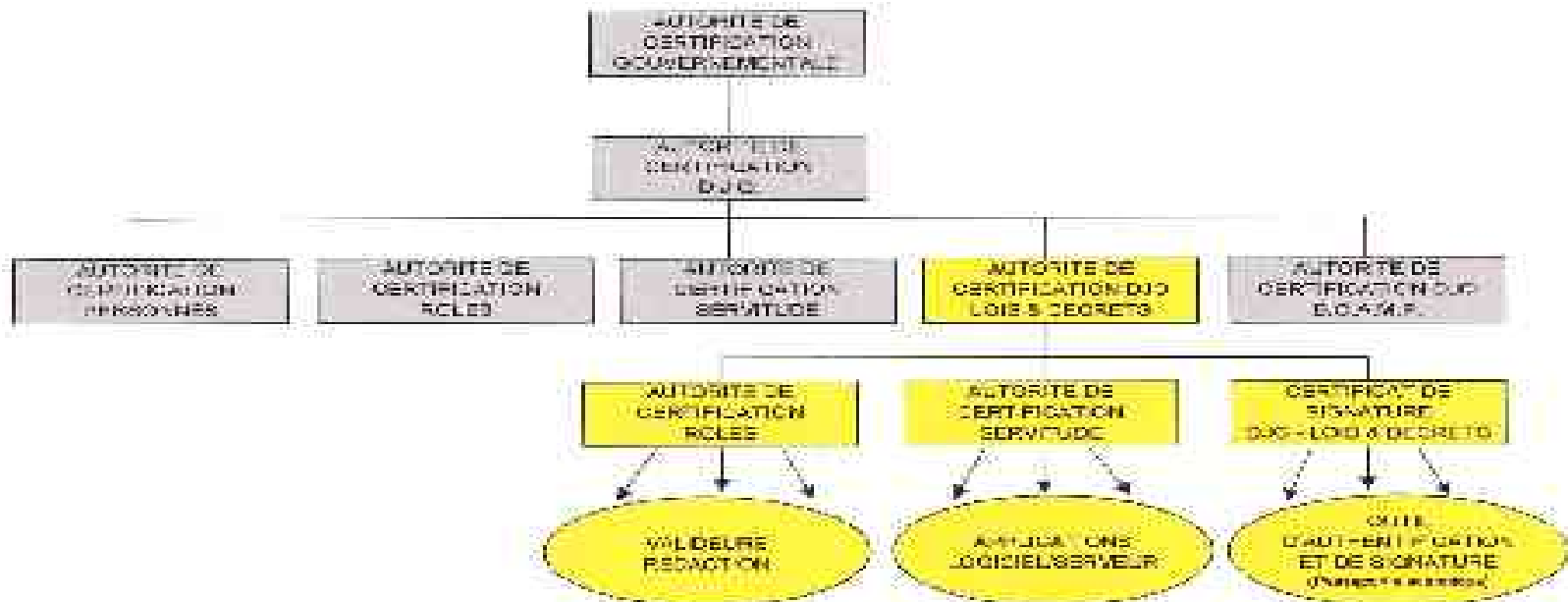


# Dimension sécurité

- Génération en interne de certificats avec 3 autorités de certification (racine, serveur, utilisateur) et un certificat de signature
- Validation par les personnes habilitées avant la signature
- Signature au standard XAdES (signature électronique XML)
- Volonté de mettre en place une IGC DJO reliée à une IGC Gouvernementale
- Accès au JO sur Internet
  - Sur le site du JO :
    - Accès soit au travers du sommaire soit en téléchargeant l'intégralité du JO à une date donnée dans un PDF
    - Deux solutions pour la vérification de signature :
      - Applet Java
      - ActiveX
      - Composants Dictao signés par la DJO
    - Accès possible sans vérification de signature
  - Sur le site de Legifrance :
    - Accès à des PDF non signés

# Chaîne de confiance

AUTHENTIFICATION DES TEXTES : LA HIERARCHIE DE CONFIANCE



# La version électronique...

The screenshot shows a Microsoft Internet Explorer browser window displaying the website 'Les Journaux Officiels'. A digital document titled 'joe\_2004\_029\_0253\_000.pdf' is open, showing a signature verification message: 'Signature valide' and 'Edition 2003 : La page est valide conformément à son certificat. Cliquez sur le bouton "Voir le certificat" pour afficher le contenu du certificat.' A 'Détails de Certificat' dialog box is also open, displaying the following information:

Objets	Valeur
Version	1.3
Numéro de série	11
Algorithme de signature	SHA1withRSA
Émetteur	CN=ALTOIRIE DC CERTIFICAT
Validité	Du 12/02/04 13:33:22 CEST au ...
Objet	CN=SIGNATURE JO - LOIS ET D.

The background website content includes the date 'Vendredi 29 octobre 2004 / N° 253' and the title 'SOMMAIRE ANALYTIQUE'.

# Retours d'expérience

- Le JO électronique authentifié constitue un important changement culturel en interne (passage d'une culture papier à une culture internet)
- La sécurisation accrue du SI de la DJO a eu un impact sur la refonte avec de nouvelles bases Unix, Linux, choix de progiciels... et la réorganisation du service informatique
- Des économies ont été enregistrées :
  - Suppression des étapes d'anonymisation et de numérisation
  - Baisse du nombre de copies papier en circulation
- Dynamisation de l'accès au site

# Impacts

- **Projet S.O.L.O.N. : Système d'Organisation en Ligne des Opérations Normatives**
  - Dématérialisation en amont des textes envoyés pour l'édition « Lois & Décrets »
  - Institutions raccordées et contributeurs :
    - Présidence de la République
    - Secrétariat Général du Gouvernement
    - Assemblée Parlementaire
    - Ministères
    - Conseil d'Etat
    - Instances consultatives

**Merci pour votre attention**